

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2026 - 143

Portant interdiction provisoire du stationnement et réglementation temporaire de la circulation 11 rue de Montlhéry

Le Maire de la commune de Marcoussis,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2026-019 du 21 mars 2026 désignant Monsieur Jérôme CAUËT, Maire de Marcoussis ;

VU les pouvoirs généraux du Maire en matière de Police, notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et stationnement, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 du Code des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route et le Code Pénal ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faciliter la démolition d'un mur existant pour création d'un accès provisoire puis remise en état à l'identique par l'entreprise CEDRA - sise 11 rue Camille Desmoulin à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130) ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant et la circulation sera alternée au 11 rue de Montlhéry à partir du 04 mai 2026, et ce pendant la durée du chantier.

ARTICLE 2

Une signalisation provisoire de police, conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera fournie et mise en place par l'entreprise. En cas de fermeture de voie un courrier d'information sera adressé aux riverains par l'entreprise, le projet de ce courrier sera présenté à la mairie pour approbation.

L'entreprise aura également l'obligation d'installer un pont lourd chaque soir, et ce pendant la durée du chantier.

ARTICLE 3

Aux origines et fins de chantier, sera apposée une pancarte portant copie du présent arrêté.

ARTICLE 4

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de NOZAY,
- Madame la cheffe de la Police Municipale de MARCOUSSIS,
- A l'intéressée.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marcoussis, le 27 avril 2026

**Le Maire,
Jérôme Cauët**

